



QUELS ENJEUX POUR L'AGRICULTURE ET SA CONTRIBUTION AU BIEN-ETRE SOCIAL ?

Jean-Claude GENEVOIS

Président de la Fédération CNI de l'Isère

Maire-adjoint de Saint-Ismier

Membre du Comité Economique et Social régional

Disons-le tout net : l'agriculture jouit d'un intérêt qui dépasse largement le petit monde agricole.

L'agriculture française voit s'ouvrir de nouvelles perspectives et un avenir incertain avec les négociations à l'OMC, les pressions du groupe de CAIRN et la nouvelle réforme de la politique commune européenne.

C'est parce que le Centre National des Indépendants est aussi celui des Paysans (CNI) qu'il tient, dès aujourd'hui, à réfléchir sur les forces et les faiblesses du secteur économique agricole.

Il n'est pas question d'être attentiste mais bien au contraire d'être actif, de se projeter dans des futurs probables car il faut avoir le temps de peser différents choix stratégiques pouvant déterminer la réussite des objectifs qu'il est impératif de fixer dès maintenant.

Par ailleurs, il ne faut pas omettre que l'agriculture traverse une crise structurelle mais aussi conjoncturelle aux causes multiples. L'agriculture est, d'une façon générale, en pleine mutation mais les agriculteurs eux sont en plein désarroi.

La mission traditionnelle qui leur est dévolue est de nourrir les hommes. Nous y ajouterons une mission plus complète et complexe qui sera de contribuer au bien-être social. Il est, en effet, demandé aux agriculteurs bien plus que de nous nourrir... car nous leur réclamons de nous offrir un paysage, de veiller au respect des équilibres naturels, d'entretenir la mémoire de nos ancêtres.

L'agriculture n'est pas tout à fait une activité économique comme les autres, car la société a des attentes vis-à-vis d'elle. Si elle doit d'abord nourrir les hommes, l'agriculture française et européenne a fort bien su répondre aux objectifs qui lui ont été fixés dans les années 60 :

- se moderniser pour mettre à disposition de la population une alimentation suffisante et variée à des prix faibles ;
- assurer l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et donc par conséquence son autonomie.

Ces objectifs sont les fondements de la PAC, qui s'est trouvée assise sur un contrat social explicite faisant converger les intérêts des agriculteurs et ceux de l'ensemble de la société.

L'agriculture doit aussi participer à la richesse nationale et dans le contexte général de la politique agricole européenne, la France est devenue un grand exportateur de produits agricoles et agroalimentaires. De la même façon, les entreprises agroalimentaires sont créatrices d'emplois.

Sur l'ensemble de notre pays, la production de paysages est une autre donnée fondamentale car l'agriculture les a façonnés et une activité agricole mal adaptée ou en recul peut mettre en cause les équilibres, la qualité des milieux naturels, les paysages.

Les citoyens l'ont bien compris et demandent aussi aux agriculteurs de participer à la gestion de la qualité environnementale, et ce, depuis les années 1990 sans remettre cette donnée en cause contrairement à la confiance totale dans l'alimentation.

Il n'empêche que l'éco-conditionnalité visant à conditionner les aides agricoles publiques à une bonne prise en compte de l'environnement n'est pas facile à mettre en œuvre : quels indicateurs, quels diagnostics, quels moyens de suivi, quels choix techniques et aussi qui paiera ?

La société attribue aussi à l'agriculture d'entretenir l'imaginaire de la ruralité. Le paysage campagnard est central pour les Français. Or, la campagne des agriculteurs est un support d'activité économique productive qui façonne le paysage. Elle est un lieu de création de richesses.

Ce sont deux visions divergentes de l'espace rural qui alimentent une controverse nationale et locale et créent des conflits d'intérêt fort difficiles à gérer.

La campagne, c'est aussi une multitude de propriétés privées trop souvent considérées comme un espace public que chaque citoyen s'approprie pour ses loisirs ou son plaisir... mais là où le citoyen-consommateur veut voir une laiterie qui ressemble aux tableaux de Weermer, l'agriculteur montre un atelier de transformation laitière aux normes sanitaires les plus avancées.

La question se pose alors : comment concilier un imaginaire collectif et la réalité de l'agriculture moderne, sachant que si les citoyens ont des attentes vis-à-vis de l'agriculteur, les agriculteurs ont des attentes vis-à-vis de la société.

Ceux-ci sont beaucoup plus seuls aujourd'hui qu'avant, dans un isolement de plus en plus lourd à supporter et être agriculteur est-ce encore un état plus qu'un métier...

Le sociologue MASLOW, qui a défini les besoins fondamentaux de l'homme, pense que si les besoins physiologiques (s'alimenter, se vêtir) sont globalement satisfaits, les besoins de sécurité (se loger, se soigner, avoir un revenu durable) ne le sont pas toujours.

Le logement est un problème pour les jeunes actifs agricoles car il est lié au marché locatif en zone rurale, à la spéculation foncière et immobilière et une exploitation cédée ne veut pas dire accompagnée du logement.

Si l'accès aux soins s'est amélioré, mais néanmoins de façon inégalitaire suivant les régions, la sécurité de l'emploi et du revenu n'est plus assurée et chaque revenu par actif est inférieur au SMIC pour une exploitation sur deux.

Chaque individu a besoin de liens sociaux, de relations humaines, de solidarité, de vie familiale, d'accès à la culture, de vacances. C'est une aspiration du monde agricole qui est loin d'être effective.

Il en est de même du besoin d'estime, de satisfaction, de reconnaissance car à côté d'une agriculture intensive et productiviste, en existe une autre respectueuse des équilibres biologiques, produisant des produits de bonne qualité...

Le revenu des agriculteurs est le plus soumis au « soutien » et il leur semble que leur réussite ou leur échec dépend plus de choix politiques, qu'ils ont du mal à appréhender, que de leurs compétences professionnelles.

Tout projet pour l'agriculture doit impérativement envisager :

- l'agriculteur comme un individu légitime souhaitant accéder aux soins, à la vie familiale, professionnelle, citoyenne équilibrée, à la culture, mais aussi comme un chef d'exploitation souhaitant vivre de son travail, être formé, informé pour faire évoluer ses productions et comme un entrepreneur rural qui crée ou maintient des emplois directs ou indirects et satisfait ses clients ;
- L'agriculture comme une activité support d'autres activités économiques qui ont droit à un avenir et qu'il faut leur donner, mais aussi comme un acteur de l'aménagement du territoire et un gestionnaire du patrimoine national.

Les divers futurs possibles vont d'une agriculture industrielle à une agriculture de service. Des acteurs autres que les pouvoirs politiques et les organisations professionnelles agricoles doivent être associés au débat ; industries agroalimentaires, consommateurs, environnementalistes, car un nouveau contexte économique et social existe, de nouvelles interrogations sont posées. C'est des affrontements et des alliances que dépend l'avenir de l'agriculture.

Il n'y a pas une mais des agricultures. La réforme de la PAC et l'élargissement aux PECO peuvent provoquer une nouvelle vague de disparitions brutales de fermes dans les zones de montagne, d'agrandissements d'exploitations dans les zones déjà sous forte dépendance des soutiens agricoles publics.

Il faut que l'agriculture devienne durable pour survivre et continuer à donner ce qui est attendu d'elle : être le soutien de l'activité économique des entreprises artisanales, industrielles ou commerciales des zones rurales, produire une alimentation de qualité, fournir des produits bruts de qualité de façon régulière, entretenir les espaces naturels, support du tourisme, et maintenir vivante notre mémoire et notre culture.

Il semble qu'il faille répondre à deux défis : apporter une réponse aux attentes sociales et à celles des agriculteurs et maintenir une véritable agriculture en France dans l'objectif de promouvoir une agriculture durable dans un milieu rural vivant en conjuguant les efforts de tous pour qu'elle perdure.

En ce qui concerne les agriculteurs, ils sont prêts :

- à faire la transparence des produits agricoles, mais pour cela il faut soutenir sans exclusive, les formes diverses existantes d'agriculture durable, développer l'agriculture raisonnée et la qualification du plus grand nombre d'entreprises agricoles.
Des aides pour la réalisation d'un diagnostic partagé de la situation environnementale et des pratiques culturales sont nécessaires, de même que développer l'information, l'orientation scolaire et professionnelle et la valorisation des métiers agricoles ;
- à développer des partenariats à tous les niveaux des territoires avec le plus possible d'acteurs nouveaux. La place de l'activité agricole reconnue comme utile devra être respectée. Un partenariat entre les Régions et l'Hexagone, les collectivités locales et la SAFER devra être recherché dans les zones montagneuses ou la pression foncière est forte.
Empêcher les mitages de terrains agricoles, préserver les espaces, dépend des politiques à mettre en œuvre et les agriculteurs doivent impérativement être reconnus comme les acteurs responsables du monde rural ;
- à contractualiser la commercialisation des produits en développant une agriculture de proximité et promouvant les alliances avec les structures touristiques. Des lieux de vente directe doivent se créer ;
- à organiser la mise en marché des produits agricoles transformés, ou de service, en structurant l'offre, améliorant le fonctionnement des filières existantes et filières professionnelles et interprofessionnelles. Il faut poursuivre l'effort d'aide et d'incitation pour inscrire l'agriculture dans de nouvelles conditions d'accès aux marchés avec des certifications de tous ordres.
Une meilleure répartition de la valeur ajoutée doit être obtenue par une plus grande transparence de pratiques de la grande distribution ;
- à rechercher des systèmes de production moins dépendants des soutiens européens en continuant les efforts de diversification des productions pour maintenir l'existant, en relançant des méthodes de travail collectif pour mutualiser les coûts de production, dont les activités de service constituent un des moteurs de développement et d'organisation ;
- à renforcer les compétences des agriculteurs et des salariés dans les entreprises agricoles par la consolidation des parcours professionnels des salariés permanents ou saisonniers, par le développement des compétences des actifs, par la poursuite de l'adaptation de l'offre de formation professionnelle aux besoins en compétences ;
- à mettre en place un plan de communication global qui est tout à fait indispensable. Il permettra la valorisation du métier d'agriculteur, la promotion des productions.

Il n'empêche que ces sept points ne suffiront pas à répondre à toutes les demandes exprimées par les agriculteurs et la société.

Des mesures de développement rural devront être mises en œuvre en accompagnement du projet agricole strict, sensé, en matière d'habitat, en matière de santé, en matière de culture, en matière de service publics et privés aux personnes et aux entreprises. La mise à disposition de tous de l'accès au haut débit rend indispensable les infrastructures le permettant.

Il convient de ne pas rester passif devant les événements qui se préparent mais d'avoir une stratégie active réfléchie pour affirmer l'utilité d'une agriculture vivante pour l'équilibre des territoires, pour le maintien d'une activité internationale, pour préserver le patrimoine naturel et écologique, pour conserver les savoir-faire artisanaux, agricoles ou gastronomiques, pour maintenir un secteur agroalimentaire qui transformera les productions.

Toutefois, sans mutation profonde, le secteur agricole ne pourra se maintenir. Il faudra faire l'effort de s'intéresser à l'agriculture moderne sous tous ses aspects : production, aménagement du territoire, maintien de la qualité des paysages et bien d'autres choses encore. Il est déraisonnable que seuls les agriculteurs soient les seuls à vouloir évoluer.

Dès aujourd'hui, conjuguons les efforts des uns et des autres pour que l'agriculture évolue vers une agriculture durable dans un monde rural vivant.

C'est par un nouveau contrat entre agriculteurs, décideurs, politiques et citoyens, qu'un nouveau projet agricole pourra être construit.

Nos amis agriculteurs pourront ainsi mieux remplir les diverses missions, souvent complexes, qui leur sont confiées et pourront, avec l'énergie que nous leur connaissons, se mobiliser pour participer au bien-être social.

Centre National des Indépendants et Paysans - 6, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

Tél : 01.47.23.47.00 - Fax : 01.47.23.47.03

Email : cni.independants@wanadoo.fr